

- Donald Trump vise la paix, pas forcément la solution à deux Etats, privilégiée par l'Onu.
- Cette remise en cause larvée de l'Etat palestinien consterne le monde entier.
- Le politologue Denis Charbit craint que les Palestiniens se résignent à accepter un "marché".

Dixit

Les déclarations de Trump sur le Proche-Orient

**21 mars 2016.** Donald Trump, alors candidat à l'investiture républicaine en vue de l'élection présidentielle, s'engage, s'il est élu, à reconnaître Jérusalem comme "capitale éternelle" et unifiée d'Israël et d'y déplacer l'ambassade américaine, dans un discours lors de la conférence annuelle du puissant lobby juif Aipac à Washington.

**23 décembre.** Le président élu estime sur Twitter que l'adoption, le jour même, d'une résolution de l'Onu exhortant Israël à mettre fin "immédiatement et totalement" à la colonisation constitue "une grande défaite (...) pour Israël" et va rendre "beaucoup plus difficiles" le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens. "Les choses seront différentes après le 20 janvier", ajoute-t-il.

**22 janvier 2017.** Deux jours après l'investiture de Donald Trump, le transfert annoncé de l'ambassade américaine semble déjà relégué: "Nous en sommes au tout début du processus consistant ne serait-ce qu'à aborder ce sujet", admet la Maison-Blanche.

**2 février.** "Si nous ne pensons pas que l'existence des colonies soit un obstacle à la paix, la construction de nouvelles colonies ou l'expansion des colonies existantes au-delà de leurs limites actuelles pourrait ne pas aider à la réalisation de cet objectif", affirme un communiqué de la Maison-Blanche, suite à plusieurs annonces d'Israël relatives au développement de ses colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-est.

**10 février.** Trump indique dans le quotidien "Israel Hayom" qu'il réfléchit toujours "très sérieusement" à déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem mais que cette décision n'est "pas facile". Le "New York Times" expliquera que M. Trump a reculé sur cette question, Netanyahu ayant fait valoir qu'une décision aussi lourde en symboles n'était pas la priorité numéro un.

**15 février.** La paix au Proche-Orient n'est pas nécessairement liée à la solution à deux Etats, dit Donald Trump lors de sa rencontre à la Maison-Blanche avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. "Je considère (la solution à) deux Etats et un Etat, [...] si Israël et les Palestiniens sont contents, je suis content avec ce qu'ils préfèrent", a déclaré M. Trump. **V.B.**

# En écartant la solution à deux Etats, Trump abat un pilier

Éclairage Claire Bastier  
Correspondante à Jérusalem

Deux Etats ou bien un Etat: "Si Israël et les Palestiniens sont contents, je suis content avec la solution qu'ils préfèrent. Les deux me conviennent." Une petite phrase reprise par la presse israélienne le jeudi 16 février, au lendemain de la rencontre à Washington entre l'auteur de celle-ci, le président américain Donald Trump, et le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.

En Israël, l'ambiguïté des propos de M. Trump a laissé libre cours aux interprétations. Si M. Netanyahu s'est bien gardé de s'exprimer sur une solution à un seul Etat, Naftali Bennett, le chef de la droite nationaliste religieuse (parti du Foyer Juif) qui plaide pour l'annexion israélienne de la Cisjordanie occupée (la "Judée-Samarie", selon le vocable des colons israéliens), s'est empressé de clamer que la perspective d'un Etat palestinien pouvait être oubliée. "Après 24 ans, le drapeau palestinien est descendu des mâts et le drapeau israélien a pris sa place", a-t-il affirmé, en faisant référence aux accords d'Oslo de 1993 qui avaient amorcé le processus de paix israélo-palestinien. Si l'extrême-droite israélienne voit déjà en M. Trump un fervent défenseur de sa cause annexionniste, celui-ci a demandé à Israël de ralentir "un peu" la construction dans les colonies israéliennes de Cisjordanie, après les annonces récentes de plus de 6 000 nouveaux logements.

Un pilier de la politique américaine abattu

Cette première rencontre officielle, "chaleureuse" et "excellente" selon les mots de M. Netanyahu, marque certainement une nouvelle ère dans les relations entre Israël et les Etats-Unis. Ne serait-ce que parce que, pour la première fois publiquement, M. Trump prend ses dis-

tances avec une solution à deux Etats, un pilier de la politique américaine au Proche-Orient depuis 2001. Il n'empêche que lorsque le président américain s'est ainsi exprimé pendant la conférence de presse, le Premier ministre israélien "n'a pu se retenir de rire", observe Emmanuel Navon, professeur en relations internationales à l'université de Tel Aviv. "Ça veut tout dire, poursuit-il. Trump ne sait pas de quoi il parle."

Le quotidien de gauche "Haaretz" a aussi déploré l'ignorance d'un président qui traite la chose en homme d'affaires. Or, c'est omettre ou ne pas comprendre "la complexité de la situation ici", déplore Munther S. Dajani, professeur en sciences politiques à l'université palestinienne d'Al Qods à Jérusalem. "M. Trump n'a pas idée du conflit entre Israéliens et Palestiniens."

## Ce changement a provoqué l'indignation des dirigeants palestiniens.

Une tentative d'éliminer l'Etat de Palestine  
Le changement de la position américaine a d'ailleurs provoqué l'indignation de la classe politique palestinienne, qui s'est sentie trahie par les Etats-Unis: Saëb Erakat, numéro deux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), y voit une "tentative d'enterrer la solution à deux Etats et d'éliminer l'Etat de Palestine" tandis que le Hamas, au pouvoir à Gaza, a dénoncé le "jeu fourbe" des Américains. Avant la rencontre à Washington, Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, avait rappelé son engagement pour une solution à deux Etats. "Mais la paix n'est pas dans leur programme", a rétorqué le professeur Dajani. "Israël veut rester dans un état de statu quo" et maintenir ainsi la Cisjordanie sous occupation militaire.

Que conclure alors de cette prime rencontre israélo-américaine? Malgré les sourires, les accolades et les déclarations en faveur de la paix, "ça ne suffit pas", selon Emmanuel Navon. "Les problèmes de fond restent les mêmes". Tôt ou tard, "il faudra revenir à la réalité".



Benjamin Netanyahu et Donald Trump lors de leur conférence de presse conjointe, mercredi à la Maison-Blanche.

## Denis Charbit: "Je redoute un Etat dans lequel les Palestiniens seraient des citoyens de seconde zone, sans droit de vote"

Entretien Vincent Braun

Le politologue Denis Charbit est maître de conférence à l'Université ouverte d'Israël, près de Tel Aviv. Il est actuellement en congé d'écriture aux Etats-Unis où il est chargé d'un cours à l'université d'Irvine, près de Los Angeles. Il est l'auteur du livre "Israël et ses paradoxes" (Le Cavalier bleu, 2015).

### Les propos de Donald Trump constituent-ils un désaveu de la solution à deux Etats?

Trump a voulu faciliter la position de Netanyahu par rapport aux pressions dont il fait l'objet dans sa coalition. Mais sans mesurer les conséquences de ses propos. Il souligne qu'une solution qui est sur la table depuis près de 25 ans (depuis les accords d'Oslo en 1993, Ndlr) et dont on voit bien, des deux côtés, qu'elle exige des révisions déchirantes, n'est peut-être pas celle à privilégier. Le sens de la solution à deux Etats ne vaut que si elle est mise à exécution et que si, des deux côtés, on y est fermement attaché. Le problème de cette solution, c'est qu'elle tarde à venir, et si c'est le cas, c'est parce que la majorité des Israéliens l'envisagent sur papier mais ont du mal à la concrétiser. On peut dire la même chose pour les Palestiniens dans la mesure où elle résout

le problème de l'occupation mais pas celui des réfugiés et du contentieux historique initial.

La solution à deux Etats ne serait donc pas mûre mais, à la place, M. Trump ne propose rien...

Il ouvre une autre perspective. Non comme un diplomate mais comme un homme d'affaires. C'est le Trump pragmatique, qui veut réussir une négociation d'affaire. Il tape le poing sur la table en disant: si vous mettez 25 ans pour signer un contrat, c'est qu'il y a un défaut dans l'affaire. Il en pointe la faiblesse, à savoir que cette solution ne parvient pas à inciter les dirigeants ne prennent des décisions douloureuses que si leurs peuples les invitent à les prendre. Et visiblement les peuples ne sont pas convaincus que c'est la bonne solution. Trump dit aussi qu'il n'entend pas intervenir ni imposer une

solution, ce qui est conforme à sa tentative isolationniste. Il y a une sorte de retenue qui ressemble un peu à un désengagement.

Chez Trump, "il y a une sorte de retenue qui ressemble un peu à un désengagement."



Denis Charbit  
Professeur à l'Open University près de Tel Aviv.

Cette attitude peut être porteuse mais elle est surtout hasardeuse.

Cela va susciter la réflexion. La droite, qui n'a pas de plan mais des think tanks en abondance, va peut-être pouvoir en élaborer un. Mais on ne mesure pas bien le risque que la logique à un Etat qui va se substituer à la solution à deux Etats se résume à un débat politique (entre) l'Etat colonial (d'apartheid) et l'Etat binational, égalitaire et démocratique. Cela aura des conséquences énormes. D'une part, je ne vois pas la communauté internationale opter pour un Etat dans lequel Israël continuerait sa politique actuelle. D'autre part, un Etat démocratique serait un Etat où la partie dominante juive perd le contrôle quasi exclusif qu'elle a sur la gestion de ses intérêts.

### Dans quelle direction pensez-vous qu'iraient un projet à un Etat?

Je redoute qu'à moyen terme la droite propose un projet -qui chercherait bien sûr l'assentiment de la communauté internationale- qui garantirait aux Palestiniens, en contrepartie d'une souveraineté israélienne étendue à toute la Cisjordanie (Gaza étant exclu), une autonomie qui inclut tous les droits sociaux, économiques, culturels, religieux... à l'exception des droits politiques. Donc, où les Palestiniens seraient des citoyens de seconde zone, qui ne pourraient pas voter pour la Knesset mais pourraient avoir une sorte d'assemblée consultative interne. Bref tout modèle qui ne mettrait pas en cause la majorité juive, dont Israël dispose dans le cadre des frontières de 1967. Je peux imaginer que les Palestiniens, au vu de l'incapacité de résoudre le conflit aux termes de la solution à deux Etats, au vu de l'état politique et économique peu reluisant des pays arabes de la région, puissent se dire qu'il vaut mieux être la dernière roue de la charrette d'un Etat d'Israël dynamique, plutôt que de s'arc-bouter sur un Etat auquel on ne parvient même pas. C'est cela qui m'inquiète, cette sorte de marché à la Trump où les Palestiniens auraient tout sauf le vote national.